

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4985

[2006/203965]

23 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux batteries stationnaires dont le produit de la capacité exprimée en Ah par la tension en V est supérieur à 10 000

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8, 9 et 14, § 2;

Vu l'avis n° 39.680/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 janvier 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que la Commission européenne a émis un avis circonstancié auquel il a été répondu;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du Règlement général sur les installations électriques, les présentes conditions intégrales s'appliquent à toute batterie stationnaire dont le produit de la capacité exprimée en ampères-heures par la tension en volts est supérieur à 10 000 visée à la rubrique 40.10.01.02 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o batterie stationnaire : batterie d'accumulateurs fixe placée en un lieu qui lui est réservé conformément au RGIE, normalement reliée à une installation électrique par un dispositif onduleur/redresseur;

2^o établissement existant : la batterie stationnaire dûment autorisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

3^o exposition permanente : exposition du public à des champs électromagnétiques pendant une période continue d'une durée supérieure à huit heures;

4^o la fréquence exprimée en hertz (Hz), telle que définie par la norme européenne EN 50160 relative aux caractéristiques de la tension de l'électricité fournie par un système de distribution publique, soit la valeur moyenne mesurée dans un intervalle de temps de dix secondes, dans des conditions opératoires normales, du taux de répétition de la courbe fondamentale de la tension de distribution;

5^o RGIE : Règlement général sur les installations électriques;

6^o substance électrolytique : l'électrolyte ou l'ensemble des électrolytes contenu dans les accumulateurs de la batterie stationnaire;

7^o dispositif onduleur/redresseur : l'onduleur/redresseur qui relie normalement la batterie stationnaire à une installation électrique, permettant de transformer un courant alternatif en courant continu et inversement;

8^o zone de sécurité électrique : zone de l'établissement inaccessible au public autour de la batterie stationnaire, comprenant le lieu exclusif du service électrique au sens du RGIE ou - dans le cas où la batterie stationnaire n'est pas installée dans un lieu exclusif du service électrique - le lieu réservé à la batterie stationnaire conformément au RGIE.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. Sans préjudice des articles R. 153 à R. 173 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et des dispositions du décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000, toute batterie stationnaire à substance électrolytique liquide comporte un dispositif de rétention permettant de recueillir tout le volume de substance électrolytique en cas de fuite ou d'accident électrique.

Lorsque le dispositif de rétention choisi est un encuvement, celui-ci est réalisé soit en matériaux métalliques, soit en matériaux étanches, non combustibles et chimiquement inertes vis-à-vis de la substance électrolytique concernée - c'est-à-dire ne présentant aucun phénomène perceptible de combustion ou de déformation durant une épreuve normalisée d'échauffement conforme à la norme NBN S21-201 ou à toute autre norme équivalente.

Si l'encuvement est situé à l'extérieur ou est susceptible de recueillir des eaux de ruissellement ou de pluie, il est muni d'un système passif empêchant l'écoulement de substance électrolytique dans l'égout public ou dans l'environnement.

Art. 4. Les accumulateurs de recharge ou hors service de la batterie stationnaire contenant de la substance électrolytique liquide répondent aux prescriptions prévues à l'article 3.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 5. Dans les zones où une exposition permanente est prévisible, à l'extérieur de la zone de sécurité électrique, la valeur mesurée du champ électrique non perturbé, en régime non perturbé, généré par le dispositif onduleur/redresseur reste inférieure à 5 kV/m (kilovolt par mètre) lorsque $f = 50 \text{ Hz} \pm 1 \%$, ou inférieure à 250/fkV/m (kilovolt par mètre) lorsque f est différent de 50 Hz.

Art. 6. Dans les zones où une exposition permanente est prévisible, à l'extérieur de la zone de sécurité électrique, la valeur mesurée de l'induction magnétique générée par le dispositif onduleur/redresseur reste inférieure à 100 μT (microtesla) lorsque $f = 50 \text{ Hz} \pm 1 \%$, ou inférieure à 5.000/f μT (microtesla) lorsque f est différent de 50 Hz.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 7. Avant la mise en service de la batterie stationnaire et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation dans le - et/ou aux alentours du - lieu réservé à la batterie stationnaire, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et sur les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et les explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Contrôle, autocontrôle, auto-surveillance*

Art. 8. L'exploitant communique sur simple demande du fonctionnaire chargé de la surveillance :

1° les données relatives à la batterie stationnaire tel que l'identification, la localisation, la capacité et la tension, la présence ou non de dispositif(s) de rétention conformément aux articles 3 et 4;

2° la copie du procès-verbal de conformité avant la mise en service de la batterie stationnaire établi par un organisme de contrôle agréé, conformément au RGIE;

3° la copie du dernier procès-verbal de contrôle périodique de la batterie stationnaire établi par un organisme de contrôle agréé, conformément au RGIE;

4° le planning de mise en conformité des établissements existants visés à l'article 10, alinéa 3.

CHAPITRE VI. — *Documents à joindre à la déclaration*

Art. 9. Le formulaire de déclaration est complété par les documents visés à l'article 8, s'ils sont disponibles. Si ce n'est pas le cas, le déclarant mentionne le terme de leur disponibilité dans sa déclaration.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 10. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 3 et 4 sont applicables aux établissements existants au plus tard dans les deux années suivant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, les articles 3 et 4 sont applicables aux établissements existants maintenus en service permanent dans le cadre des obligations de service public de l'exploitant en vertu du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, au plus tard dans les huit années suivant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 novembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4985

[2006/203965]

23. NOVEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten sektorbezogenen Bedingungen für stationäre Batterien, für welche das Ergebnis der Multiplikation der Kapazität in Ah und der Spannung in V den Wert von 10 000 übertrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikeln 4, 5, 7, 8, 9 und 14;

Aufgrund des am 24. Januar 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 39.680/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft, dass die Europäische Kommission ein ausführliches Gutachten abgegeben hat, das beantwortet worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Unbeschadet der Bestimmungen der Allgemeinen Elektroanlagenanordnungen sind die vorliegenden gesamten Bedingungen auf alle stationären Batterien anwendbar, für welche das Ergebnis der Multiplikation der Kapazität in Amperestunden und der Spannung in V den Wert von 10 000 übertrifft, gemäß der Rubrik 40.10.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° stationäre Batterie: ortsfeste Akkumulatorenbatterie, die kraft der Allgemeinen Elektroanlagenanordnungen an einem eigens für sie bestimmten Ort aufgestellt ist und normalerweise über einen Wechselrichter/Gleichrichter an eine Stromanlage angeschlossen ist;

2° bereits bestehender Betrieb: die stationäre Batterie, für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine ordnungsgemäße Betriebsgenehmigung ausgestellt worden war;

3° ständige Exposition: Exposition der Öffentlichkeit gegenüber elektromagnetischen Feldern während eines ununterbrochenen Zeitraums von mehr als acht Stunden;

4° die in Hertz (Hz) ausgedrückte Frequenz im Sinne der Definition der Europäischen Norm EN 50160 über die Merkmale der Spannung in öffentlichen Energieversorgungsnetzen, d.h. der in normalen Betriebsbedingungen im Zeitintervall von 10 Sekunden gemessene Mittelwert der Grundfrequenz in einem Verteilnetz;

5° AEAO: Allgemeine Elektroanlagenordnung;

6° elektrolytische Substanz: der oder die Elektrolyte, die in den Akkumulatoren der stationären Batterie enthalten sind;

7° Wechselrichter/Gleichrichter: der Wechselrichter/Gleichrichter, der die stationäre Batterie normalerweise mit einer elektrischen Anlage verbindet, so dass Wechselstrom in Gleichstrom oder Gleichstrom in Wechselstrom umgewandelt werden kann;

8° elektrischer Sicherheitsbereich: der Öffentlichkeit nicht zugänglicher Bereich des Betriebs um die stationäre Batterie herum, der den ausschließlichen Ort für den elektrischen Betrieb im Sinne der AEAO oder den Ort, der in Übereinstimmung mit der AEAO der stationären Batterie vorbehalten ist, falls diese nicht am ausschließlichen Ort für den elektrischen Betrieb aufgestellt ist, umfasst.

KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

Art. 3 - Unbeschadet der Artikel R.153 bis R.173 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches und der Bestimmungen des Dekrets vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete ist jede eine elektrolytische Substanz enthaltende stationäre Batterie mit einer Vorrichtung ausgestattet, anhand derer das gesamte Volumen der elektrolytischen Substanz bei einem Leck oder elektrischen Unfall aufgefangen werden kann;

Wenn diese Auffangvorrichtung ein Auffangbecken ist, wird dieses entweder aus Metall oder aus undurchlässigen, nichtbrennbaren und gegenüber der verwendeten elektrolytischen Substanz chemisch neutralen Materialien gefertigt, d.h. aus Materialien, die während einer normalisierten Aufheizprüfung nach der Norm NBN S21-201 oder einer gleichwertigen Norm keine merkbare Verbrennung oder Verformung aufweisen.

Wenn sich das Auffangbecken draußen befindet oder Oberflächen- oder Regenwasser auffangen kann, so ist es mit einem passiven System ausgestattet, das den Abfluss der elektrolytischen Substanz in die öffentliche Kanalisation oder in die Umwelt verhindert.

Art. 4 - Ersatz- oder ausgediente Akkumulatoren der stationären Batterie, die eine flüssige elektrolytische Substanz enthalten, genügen den Vorschriften nach Artikel 3.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 5 - Innerhalb der Gebiete, wo eine ständige Exposition von Menschen vorhersehbar ist, muss der Messwert des durch den Wechselrichter/Gleichrichter erzeugten ungestörten elektrischen Felds in ungestörtem Zustand außerhalb des elektrischen Sicherheitsbereichs unter 5 kV/m (Kilovolt/Meter) bleiben, wenn $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, oder unter $250/f \text{ kV/m}$ bleiben, wenn f nicht gleich 50 Hz ist.

Art. 6 - Innerhalb der Gebiete, wo eine ständige Exposition von Menschen vorhersehbar ist, muss der Messwert der durch den Wechselrichter/Gleichrichter erzeugten magnetischen Induktion außerhalb des elektrischen Sicherheitsbereichs unter 100 μT (mikro Tesla) bleiben, wenn $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, oder unter $5.000/f \mu\text{T}$ bleiben, wenn f nicht gleich 50 Hz ist.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 7 - Vor der Inbetriebnahme der stationären Batterie und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers am für die stationäre Batterie vorbehaltenen Standort und/oder in dessen Umgebung ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung unter Beachtung des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — *Kontrolle, Selbstkontrolle, Selbstüberwachung*

Art. 8 - Der Betreiber übermittelt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten auf dessen Anfrage hin die folgenden Unterlagen:

1° die Angaben zur stationären Batterie, worunter die Kennzeichnung, den Standort, die Kapazität und die Spannung, das Vorhandensein oder nicht einer oder mehrerer Auffangvorrichtungen in Übereinstimmung mit Artikeln 3 und 4;

2° die Abschrift des Übereinstimmungsprotokolls vor der Inbetriebnahme der stationären Batterie, das gemäß der AEAO durch eine zugelassene Prüfstelle aufgenommen worden ist;

3° die Abschrift des letzten Protokolls über die periodische Kontrolle der stationären Batterie, das gemäß der AEAO durch eine zugelassene Prüfstelle aufgenommen worden ist;

4° die Planung für die Angleichung an die geltenden Vorschriften der bereits bestehenden Betriebe nach Artikel 10 Absatz 3.

KAPITEL VI — *Der Erklärung beizufügende Unterlagen*

Art. 9 - Das Erklärungsformular wird durch die in Artikel 8 erwähnten Unterlagen ergänzt, falls diese verfügbar sind. Ist es nicht der Fall, so gibt der Erklärungspflichtige die für deren Verfügbarkeit nötige Frist in seiner Erklärung an.

KAPITEL VII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 10 - Sobald der vorliegende Erlass in Kraft getreten ist, findet er auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikeln 3 und 4 spätestens innerhalb zwei Jahren nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

Die Artikelen 3 und 4 sind jedoch spätestens acht Jahre nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar, die im Rahmen der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Betreibers kraft des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes im Dauerbetrieb gehalten werden müssen.

Art. 11 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. November 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4985

[2006/203965]

23 NOVEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de stationaire batterijen waarvan het product van de vermenigvuldiging van het in Ah uitgedrukte vermogen met de in V uitgedrukte spanning hoger is dan 10 000

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8, 9 en 14, § 2;

Gelet op het advies nr. 39.680/4 van de Raad van State, gegeven op 24 januari 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie een uitvoerig advies heeft uitgebracht waarop is geantwoord;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Onverminderd de bepalingen van het Algemeen reglement op de elektrische installaties zijn deze integrale voorwaarden van toepassing op elke stationaire batterij waarvan het product van de vermenigvuldiging van het in ampère-uur uitgedrukte vermogen met de in volt uitgedrukte spanning hoger is dan 10 000 zoals bedoeld in de rubriek 40.10.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1^o stationaire batterij : vaste batterij accumulatoren geïnstalleerd op een overeenkomstig het A.R.E.I. voorbehouden plaats en onder normale omstandigheden verbonden met een elektrische installatie d.m.v. een ondulator/gelijkrichter-apparaat;

2^o bestaande inrichting : stationaire batterij die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

3^o permanente blootstelling : blootstelling van het publiek aan elektromagnetische velden tijdens een ononderbroken duur van meer dan acht uur;

4^o de frequentie uitgedrukt in hertz (Hz), zoals bepaald bij de Europese norm EN 50160 betreffende de spanningskarakteristieken in openbare elektriciteitsnetten, hetzij de gemeten gemiddelde waarde in een tijdsinterval van tien seconden, onder normale omstandigheden, van de herhalingsgraad van de fundamentele curve van de distributiespanning;

5^o A.R.E.I. : Algemeen reglement op de elektrische installaties;

6^o elektrolytische stoffen : elektrolyt of geheel van de elektrolyten die de accumulatoren van de stationaire batterij bevatten;

7^o ondulator/gelijkrichter-apparaat : ondulator/gelijkrichter die onder normale omstandigheden de stationaire batterij met een elektrische installatie verbindt om wisselstroom in gelijkstroom om te zetten en omgekeerd;

elektrische veiligheidszone : zone van de inrichting rondom de stationaire batterij die ontoegankelijk is voor het publiek, met inbegrip van de plaats die uitsluitend bestemd is voor de elektrische dienst in de zin van het A.R.E.I. of - indien de stationaire batterij niet geïnstalleerd is op een plaats die uitsluitend bestemd is voor de elektrische dienst - de plaats die haar overeenkomstig het A.R.E.I. voorbehouden wordt.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. Onverminderd de artikelen R.153 tot R.173 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de bepalingen van het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, wordt elke stationaire batterij met elektrolytische vloeistof uitgerust met een voorziening voor de opvang van het gezamenlijke volume van de elektrolytische stof in geval van lekkage of elektrisch ongeval.

Als de gekozen retentievoorziening een kuip is, is ze vervaardigd uit metalen materialen of uit materialen die lekvrij en scheikundig inert zijn t.o.v. bedoelde elektrolytische stof - m.a.w. materiaal dat geen enkel waarneembaar verbrandings- of vervormingsverschijnsel vertoont tijdens een genormaliseerde verwarmingsproef die voldoet aan de norm NBN S21-201 of aan elke gelijkwaardige norm.

Als de kuip buiten staat of geschikt is voor de retentie van regen- of afvloeiend water, wordt ze uitgerust met een passief systeem dat het wegvloeiën van elektrolytische stoffen in openbare riolen of in het milieu voorkomt.

Art. 4. De reserve- of buiten dienst gestelde accu's van de stationaire batterij die een elektrolytische vloeistof bevatten, voldoen aan de voorschriften bedoeld in artikel 3.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 5. In de zones waar een permanente menselijke blootstelling te voorzien is, blijft de waarde van het niet-verstoorde elektrische veld die door de ondulator/gelijkrichter gegenereerd wordt onder een niet-verstoord regime buiten de elektrische veiligheidszone lager dan 5 kV/m (kilovolt per meter) als $f = 50 \text{ Hz} \pm 1 \%$ of dan 250/fkV/m als f niet gelijk is aan 50 Hz.

Art. 6. In de zones waar een permanente menselijke blootstelling te voorzien is, moet de magnetische inductiewaarde die door de ondulator/gelijkrichter gegenereerd wordt, buiten de elektrische veiligheidszone lager zijn dan 100 μT (micro tesla) als $f = 50 \text{ Hz} \pm 1 \%$ of lager zijn dan 5 000/ $f \mu\text{T}$ als f niet gelijk is aan 50 Hz.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 7. Vóór de indienststelling van de stationaire batterij en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die het gevaar voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen op of in de omgeving van de plaats voorbehouden aan de stationaire batterij, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Controle, autocontrole, zelftoezicht*

Art. 8. Op gewoon verzoek van de toezichthoudende ambtenaar verstrekt de exploitant de volgende gegevens :

1° de gegevens betreffende de stationaire batterij zoals de identificatie, de lokalisatie, het vermogen en de spanning, het al dan niet aanwezig zijn van (een) retentievoorziening(en) overeenkomstig de artikelen 3 en 4;

2° het afschrift van het proces-verbaal van gelijkvormigheid vóór de indienststelling van de stationaire batterij, opgesteld door een erkend controleorganisme overeenkomstig het A.R.E.I.;

3° het afschrift van het laatste proces-verbaal van de periodieke controle van de stationaire batterij, opgesteld door een erkend controleorganisme overeenkomstig het A.R.E.I.;

4° de planning voor het conform maken van de bestaande inrichtingen bedoeld in artikel 10, derde lid.

HOOFDSTUK VI. — *Bij de aanvraag te voegen documenten*

Art. 9. Het aangifteformulier gaat vergezeld van de documenten bedoeld in artikel 8 indien ze beschikbaar zijn. Als dit niet het geval is, vermeldt de exploitant de beschikbaarheidstermijn in zijn aangifte.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid, zijn artikelen 3 en 4 uiterlijk binnen twee jaar volgend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

De artikelen 3 en 4 zijn evenwel uiterlijk binnen acht jaar volgend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen die krachtens het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt in continu dienst worden gehouden in het kader van de openbare dienstverplichtingen van de exploitant.

Art. 11. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4986

[2006/203966]

23 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 40.555/4, donné le 26 juin 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets lorsque la capacité de stockage est supérieure à une tonne visées par la rubrique 63.12.05.04.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.